



Treaty Series No. 9 (1931)

International Convention

relating to

INTERNATIONAL EXHIBITIONS

Paris, November 22, 1928

*[Ratification of His Majesty's Government in the United Kingdom deposited
December 17, 1930]*

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty

LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh;

York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff;

15, Donegall Square West, Belfast;

or through any Bookseller.

1931

Price 9d. Net

Cmd. 3776

Convention⁽¹⁾ concernant les Expositions internationales.

Paris, 22 novembre 1928.

LES soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements ci-après énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, du 12 au 22 novembre 1928, sont convenus, d'un commun accord et sous réserve de ratification, des dispositions suivantes :

Titre premier.—*Définitions.*

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent qu'aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Est considérée comme exposition internationale officielle ou officiellement reconnue toute manifestation, quelle que soit sa dénomination, à laquelle des pays étrangers sont invités par la voie diplomatique,—qui a, en général, un caractère non périodique, dont le but principal est de faire apparaître les progrès accomplis par les différents pays dans une ou plusieurs branches de la production, et dans laquelle il n'est fait, en principe, aucune différence entre acheteurs ou visiteurs pour l'entrée dans les locaux de l'exposition.

Ne sont pas soumises aux dispositions de ladite convention :

- 1^o Les expositions d'une durée de moins de trois semaines ;
- 2^o Les expositions scientifiques organisées à l'occasion de congrès internationaux, à condition que leur durée ne dépasse pas celle prévue au No. 1 ;
- 3^o Les expositions des beaux-arts ;
- 4^o Les expositions organisées par un seul pays dans un autre pays, sur l'invitation de celui-ci.

Les pays contractants sont d'accord pour refuser aux expositions internationales qui, tombant sous l'application de la présente convention, ne rempliraient pas les obligations qui y sont prévues, le patronage et les subventions de l'État, ainsi que les autres avantages prévus aux titres III, IV et V ci-après.

ARTICLE 2.

Une exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, &c.

(1) For translation see p. 23.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, &c.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, &c.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, &c.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transport, &c.).

Il sera établi par les soins du Bureau international prévu à l'article 10 une classification des expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

ARTICLE 3.

La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois; néanmoins le Bureau international peut autoriser une exposition générale pour une durée supérieure, laquelle ne saurait, en aucun cas, dépasser douze mois.

Titre II.—*Fréquence des Expositions.*

ARTICLE 4.

La fréquence des expositions internationales visées par la présente convention est réglementée selon les principes suivants:

Les expositions générales sont rangées en deux catégories:

Première catégorie: les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie: les expositions générales qui n'entraînent pas pour les pays invités l'obligation précitée.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, plus d'une exposition générale de première catégorie; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'exposition générale de première catégorie précédente. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans. Cet intervalle est porté à quatre ans lorsqu'il s'agit d'expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau international peut

réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture de l'exposition.

ARTICLE 5.

Le pays contractant sur le territoire duquel est organisée une exposition conforme aux dispositions de la présente convention doit, sous réserve de l'article 8 ci-après, adresser par la voie diplomatique une invitation aux pays étrangers :

Trois ans à l'avance quand il s'agit d'expositions générales de la première catégorie ;

Deux ans à l'avance pour les expositions générales de la deuxième catégorie ;

Un an à l'avance pour les expositions spéciales.

Aucun Gouvernement ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si l'invitation ci-dessus n'a pas été adressée.

ARTICLE 6.

Lorsque plusieurs pays seront en concurrence entre eux pour l'organisation d'une exposition internationale, ils procéderont à un échange de vues afin de déterminer le pays qui obtiendra le privilège de l'organisation.

Au cas où l'accord ne pourrait intervenir, ils demanderont l'arbitrage du Bureau international, qui tiendra compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, de la période écoulée depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les pays concurrents.

ARTICLE 7.

Lorsqu'une exposition répondant aux caractéristiques des manifestations définies par l'article 1^{er} est organisée dans un pays non adhérent à la présente convention, les pays contractants, avant d'accepter l'invitation à cette exposition, demanderont l'avis du Bureau international.

Ils ne donneront pas leur adhésion à l'exposition projetée si elle ne présente pas les mêmes garanties que celles exigées par la présente convention ou tout au moins des garanties suffisantes. En cas de simultanéité de date entre une exposition organisée par un pays contractant et celle organisée par un pays non contractant, les autres pays contractants donneront de préférence, à moins de circonstances exceptionnelles, leur adhésion à la première.

ARTICLE 8.

Les pays qui veulent organiser une exposition visée par la présente convention doivent adresser au Bureau international, six mois au moins avant les délais d'invitation fixés à l'article 5, une demande tendant à obtenir l'enregistrement de cette exposition. Cette demande comportera l'indication du titre de l'exposition et de sa durée; elle sera accompagnée de la classification, du règlement général, du règlement du jury et de tous les documents indiquant les mesures envisagées pour assurer la sécurité des personnes et des constructions, la protection de la propriété industrielle et artistique et pour satisfaire aux obligations prévues aux titres IV et V. Le Bureau n'accorde l'enregistrement que si l'exposition remplit les conditions de la présente convention.

Aucun pays contractant n'acceptera l'invitation de participer à une exposition visée par la présente convention si cette invitation ne fait pas mention que l'enregistrement a été accordé.

Toutefois les pays contractants qui ont reçu cette invitation restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition organisée en conformité des stipulations de la présente convention.

ARTICLE 9.

Quand un pays aura renoncé à organiser une exposition qu'il avait projetée et qui avait obtenu l'enregistrement, le Bureau international décidera de la date à laquelle il pourra être admis à concourir à nouveau avec les autres pays pour l'organisation d'une autre exposition.

Titre III.—*Bureau international des Expositions.*

ARTICLE 10.

Il est institué un Bureau international des Expositions chargé de veiller à l'application de la convention. Ce Bureau comprend un Conseil d'administration assisté d'une Commission de classification, et un Directeur dont la nomination et les attributions sont fixées par le règlement prévu à l'article suivant.

La première réunion du Conseil d'administration du Bureau international sera convoquée à Paris par le Gouvernement de la République française dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la convention. Au cours de cette réunion le Conseil fixera le siège du Bureau international et élira le Directeur.

ARTICLE 11.

Le Conseil d'administration est composé de membres désignés par les pays contractants à raison de un à trois par pays. Il est autorisé à s'adjoindre, à titre consultatif, deux ou trois membres de la Chambre de commerce internationale désignés par cette chambre.

Le Conseil statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente convention lui attribue compétence; il discute et adopte les règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement intérieur du Bureau international. Il arrête le budget des recettes et des dépenses, contrôle et approuve les comptes.

ARTICLE 12.

Tout pays, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein du Conseil. Tout pays peut confier sa représentation à la délégation d'un autre pays qui, dans ce cas, dispose d'un nombre de voix égal au nombre des pays qu'il représente. Un quorum des deux tiers des pays représentés au Conseil est requis pour la validité des délibérations.

Les votes ont lieu à la majorité absolue, sauf dans les cas suivants :

- 1° Établissement du règlement;
- 2° Augmentation du budget;
- 3° Rejet d'une requête présentée par un pays contractant ou admission d'une requête lorsque plusieurs pays sont en concurrence;
- 4° Autorisation d'une exposition générale pour une durée supérieure à six mois.

Dans ces quatre cas, une majorité des deux tiers des pays représentés au Bureau international est requise.

ARTICLE 13.

La Commission de classification est composée des représentants de douze pays contractants, nommés par leur Gouvernement.

Ces pays sont désignés pour moitié par le Bureau international; l'autre moitié fait l'objet d'un roulement dans des conditions déterminées par le règlement du Bureau.

La Commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, un ou deux membres de la Chambre de Commerce internationale désignés par cette Chambre.

Cette Commission soumet à l'approbation du Conseil d'administration la classification prévue à l'article 2 et les modifications qui pourraient y être apportées. Pour l'application des délais prévus à l'article 4, elle donne son avis sur la question de savoir si une exposition soumise à l'enregistrement est spéciale ou générale et, si, malgré son titre et sa classification, elle n'est pas de même nature qu'une exposition précédente ou qu'une exposition spéciale qui s'organise à la même date.

ARTICLE 14.

Le budget du Bureau est provisoirement fixé à 4,000 livres sterling. Les dépenses du Bureau sont supportées par les pays contractants dont les parts contributives sont déterminées de la

manière suivante : la part des pays membres de la Société des Nations est déterminée en proportion de la contribution que ces pays versent à la Société des Nations. Sauf le cas d'augmentation du budget ci-dessus fixé, la part des pays les plus imposés ne peut dépasser 500 livres sterling. Les pays qui ne sont pas membres de la Société des Nations désignent, en tenant compte de leur développement économique, un pays membre de la Société des Nations, et leur part est égale à celle qui est versée par le pays ainsi désigné.

Le Conseil d'administration peut en outre autoriser la perception de toutes autres recettes en rémunération des services rendus aux groupements ou aux particuliers.

Titre IV.—*Obligations du Pays qui invite et des Pays participants.*

ARTICLE 15.

Le Gouvernement qui invite à une exposition internationale doit nommer un commissaire du Gouvernement ou un délégué chargé de le représenter et de garantir l'exécution des engagements pris vis-à-vis des participants étrangers. Le commissaire ou le délégué doit en outre prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde matérielle des objets exposés.

ARTICLE 16.

Les Gouvernements des pays participants doivent nommer des commissaires ou délégués pour les représenter et veiller au respect des règlements édictés à l'occasion de la manifestation.

Les commissaires ou délégués sont seuls chargés de régler l'attribution ou la répartition des emplacements entre les exposants dans les pavillons de leurs pays et dans les sections nationales.

ARTICLE 17.

Dans une exposition générale, il ne peut être perçu par l'Administration aucune taxe pour les emplacements couverts et découverts prévus au programme de l'Exposition et attribués à chaque pays participant.

ARTICLE 18.

Dans toute exposition visée par la présente convention, les objets étrangers passibles de droits de douane et taxes sont admis en franchise temporaire à condition d'être réexportés. Un certificat de l'expéditeur accompagnant les marchandises atteste le nombre et la nature, les marques et numéros des colis ainsi que la dénomination commerciale des produits, leurs poids, origine et valeur. Les objets sont dédouanés dans les locaux d'Exposition sans être soumis à un examen douanier à la frontière. Les dispositions précédentes sont applicables sous réserve des règlements douaniers du pays organisateur de l'Exposition.

Lorsque d'après la législation nationale du pays qui invite, un cautionnement est nécessaire pour l'obtention de la franchise temporaire prévue au paragraphe précédent, le cautionnement donné par le commissaire de chaque pays participant au nom de ses exposants sera considéré comme une garantie suffisante pour le paiement des droits de douane et des autres droits et taxes frappant les objets exposés qui ne seraient pas réexportés après la clôture de l'Exposition dans les délais fixés.

Sont exclus du bénéfice de la franchise temporaire de droits les stocks de marchandises qui ne constituent pas des échantillons proprement dits et qui sont importés dans le seul but d'être mis en vente au cours de l'Exposition.

En cas de destruction totale ou partielle des objets exposés, l'exposant bénéficie de la franchise :

- 1° S'il justifie que les quantités non représentées ou que les objets détériorés ont été utilisés pour les services de l'Exposition ou ne peuvent plus être vendus en raison de leur nature périssable ; et
- 2° Si le tarif douanier ne frappe d'aucune taxe ou droit d'entrée les objets détériorés ou inutilisables.

Ce bénéfice ne sera pas accordé lorsque les objets auront été livrés à la consommation à laquelle ils sont normalement destinés.

Les justifications prévues à l'alinéa 4 sont présentées par le commissaire ou le délégué du pays auquel ressortit l'exposant ; la décision appartient à l'Administration du pays où l'exposition a lieu.

Doivent être considérés comme objets destinés à l'exposition pour application des dispositions qui précèdent :

- 1° Les matériaux de construction, même s'ils sont importés à l'état de matière première destinée à être travaillée après l'arrivée dans le pays où l'exposition a lieu ;
- 2° Les outils, le matériel de transport pour les travaux de l'exposition ;
- 3° Les objets servant à la décoration intérieure et extérieure des locaux, stands, étalages des exposants ;
- 4° Les objets servant à la décoration et à l'ameublement des locaux affectés aux commissaires ou délégués des pays participants, ainsi que les articles de bureau destinés à leur usage ;
- 5° Les objets et produits employés aux installations et au fonctionnement des machines ou appareils exposés ;
- 6° Les échantillons nécessaires aux jurys pour l'appréciation et le jugement des objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du commissaire de la section mentionnant la nature et la quantité des objets consommés.

En outre, sont exonérés de droits :

- 1° Les catalogues, brochures et affiches officiels, illustrés ou non, publiés par les pays participant à l'Exposition ;

2° Les catalogues, brochures, affiches et toutes autres publications, illustrés ou non, distribués gratuitement par les exposants des objets étrangers dans l'enceinte de l'exposition et seulement pendant sa durée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets qui, par suite de la législation du pays organisateur, font partie d'un monopole d'État ou dont la vente est défendue ou réglementée par licence, sauf sous des conditions prescrites par le Gouvernement de ce pays. Toutefois l'exposition de ces produits reste autorisée, sous réserve des mesures de contrôle en vue d'en interdire la vente.

ARTICLE 19.

Le règlement de toute Exposition internationale doit comporter une clause qui donne à l'exposant le droit de retirer sa déclaration de participation, dans les cas où une aggravation des droits applicables aux produits de cet exposant interviendrait après l'acceptation de participer à l'Exposition.

ARTICLE 20.

A l'issue de l'exposition, l'exposant peut, si toutefois la législation du pays où a lieu l'exposition ne s'y oppose pas, vendre et livrer les échantillons exposés. Dans ce cas, il n'est pas assujéti à d'autres taxes que celles qu'il aurait à acquitter dans le cas d'importation directe.

ARTICLE 21.

Dans une exposition internationale, il ne peut être fait usage, pour désigner un groupe ou un établissement, d'une appellation géographique se rapportant à un pays participant qu'avec l'autorisation du commissaire ou délégué de ce pays.

En cas de non-participation de pays contractants, de telles interdictions sont prononcées par l'Administration de l'Exposition sur la demande des Gouvernements intéressés.

ARTICLE 22.

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité d'un commissaire ou d'un délégué nommé conformément aux articles 15 et 16 par le Gouvernement du pays organisateur ou participant.

ARTICLE 23.

La section nationale d'un pays ne peut comprendre que les objets appartenant à ce pays.

Toutefois, peut y figurer, avec l'autorisation du commissaire ou du délégué du pays intéressé, un objet appartenant à un autre pays, à condition qu'il ne serve qu'à compléter l'installation, qu'il soit sans influence sur l'attribution de la récompense à l'objet principal et, qu'à ce titre, il ne bénéficie lui-même d'aucune récompense.

Sont considérés comme appartenant à l'industrie et à l'agriculture d'un pays, les objets qui ont été extraits de son sol, récoltés ou fabriqués sur son territoire.

ARTICLE 24.

A moins de dispositions contraires dans la législation du pays organisateur, il ne doit en principe être concédé, dans une exposition, aucun monopole de quelque nature qu'il soit. Toutefois, l'Administration de l'exposition pourra, si elle le juge indispensable, accorder les monopoles suivants : éclairage, chauffage, dédouanement, manutention et publicité à l'intérieur de l'exposition. Dans ce cas, elle aura à remplir les conditions suivantes :

- 1° Indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement de l'exposition et dans le bulletin d'adhésion à faire signer par les exposants ;
- 2° Assurer l'usage des services monopolisés aux exposants aux conditions habituellement appliquées dans le pays ;
- 3° Ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires dans leurs sections respectives.

Le commissaire du pays organisateur prendra toute mesure pour que les tarifs de main-d'œuvre demandés aux pays participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés à l'Administration du pays organisateur.

ARTICLE 25.

Chaque pays où a lieu une exposition internationale offrira ses bons offices pour obtenir de ses administrations, compagnies et entreprises de chemins de fer, de navigation ou d'aviation, des facilités de transport, au profit des objets destinés à cette exposition.

ARTICLE 26.

Chaque pays usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns, pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants sont frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

Titre V.—*Récompenses.*

ARTICLE 27.

Le règlement général de l'exposition devra indiquer si, indépendamment des brevets de participation qui peuvent toujours être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux exposants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines classes.

Avant l'ouverture de l'exposition, les exposants qui y prennent part soit dans les sections, soit dans leur pavillon national et qui voudraient rester en dehors de l'attribution des récompenses en feront la déclaration à l'administration de l'exposition, par l'entremise de leurs commissaires ou délégués.

Les membres du jury restent obligatoirement en dehors de l'attribution des récompenses.

ARTICLE 28.

La participation à une exposition est libre ou soumise à une admission préalable.

La participation est libre, lorsque tous les objets peuvent être admis à l'exposition sous la réserve que l'exposant ait souscrit en temps voulu le bulletin d'adhésion et rempli les conditions générales établies pour cette adhésion.

La participation est soumise à une admission préalable, lorsque le règlement général édicte que les objets appelés à figurer dans l'exposition doivent satisfaire à certaines conditions spéciales, telles que la bonne fabrication ou l'originalité.

Dans ce cas, le règlement fera connaître les procédés que le pays organisateur aura adoptés pour effectuer l'admission des objets dans sa section nationale afin de permettre aux pays invités de s'y référer, chaque pays gardant la faculté d'appliquer ces procédés selon son appréciation.

ARTICLE 29.

L'appréciation et le jugement des objets exposés sont confiés à un jury international, constitué en conformité des règles suivantes :

1^o Chaque pays est représenté dans le jury en proportion de la part qu'il prend à l'exposition, en tenant surtout compte du nombre des exposants, non compris les collaborateurs et coopérateurs, et de la superficie qu'ils occupent.

Chaque pays a droit à un juré au moins dans toute classe où ses produits sont exposés, sauf dans le cas où l'Administration de l'exposition et le commissaire ou délégué du pays intéressé sont d'accord pour reconnaître que cette représentation n'est pas justifiée par l'importance de sa participation dans cette classe.

Aucun pays ne peut avoir plus de sept jurés dans une même classe; toutefois cette limitation n'est pas applicable aux classes de l'alimentation liquide et solide;

- 2° Les fonctions de juré doivent être attribuées à des personnes possédant les connaissances techniques nécessaires;
- 3° Les jurés ne peuvent être investis de leurs fonctions qu'avec l'agrément de leur gouvernement;
- 4° Le jury comporte trois degrés de juridiction ou instances.

ARTICLE 30.

Les récompenses se divisent en cinq catégories :

- 1° Grands prix;
- 2° Diplômes d'honneur;
- 3° Médailles d'or;
- 4° Médailles d'argent;
- 5° Médailles de bronze.

En outre, il peut être attribué, sur la proposition des exposants récompensés ou membres du jury, des diplômes à leurs collaborateurs ou coopérateurs.

La qualité de membre du jury peut être mentionnée par le titulaire de cette fonction dans tous les cas où les exposants sont autorisés à rappeler leurs récompenses.

La qualification de "hors concours" est désormais interdite tant pour les membres du jury que pour les exposants qui ont demandé à rester en dehors de l'attribution des récompenses.

ARTICLE 31.

Le palmarès de l'Exposition sera enregistré au Bureau international. Les lauréats ne pourront se prévaloir des récompenses accordées qu'à la condition de mentionner, après la récompense, le titre exact de l'exposition. Ils seront autorisés à ajouter à cette mention le monogramme du Bureau international. Le Bureau international des Expositions fera connaître au Bureau international de la Propriété industrielle à Berne, les expositions enregistrées et lui fera parvenir les palmarès.

ARTICLE 32.

Il sera établi, par les soins du Bureau international, des règlements type fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses. L'adoption en sera recommandée aux pays organisateurs.

Titre VI.—*Dispositions finales.*

ARTICLE 33.

La présente convention sera ratifiée.

- (a.) Chaque Gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que sept Gouvernements se seront déclarés prêts à effectuer ce dépôt, il y sera procédé au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.
- (b.) Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.
- (c.) Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des pays qui y prennent part et par le Ministre des Affaires étrangères de la République française.
- (d.) Les Gouvernements des pays signataires qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de ratification dans les conditions prescrites au paragraphe (a) du présent article pourront le faire ultérieurement au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument des ratifications.
- (e.) Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification et des notifications mentionnées à l'alinéa précédent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux Gouvernements qui ont signé la présente convention ou y ont adhéré. Dans le cas visé par l'alinéa précédent, le Gouvernement français fera connaître en même temps la date à laquelle il aura reçu la notification.

ARTICLE 34.

(a.) La présente convention ne s'applique de plein droit qu'aux territoires métropolitains des pays contractants;

(b.) Si un pays en désire la mise en vigueur dans ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

Si ce procédé est choisi, le Gouvernement français transmettra aux Gouvernements des pays signataires et adhérents, copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue;

(c.) Les expositions qui ne comprennent que les produits de la métropole et des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, sont considérées comme expositions nationales, et par suite non visées par la présente convention, sans qu'il y ait lieu de rechercher si cette convention a été étendue à ces territoires.

ARTICLE 35.

(a.) Après l'entrée en vigueur de la présente convention tout pays non signataire pourra adhérer à toute époque.

(b.) A cet effet, il notifiera, par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français son adhésion, qui sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

(c.) Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernements des pays signataires et adhérents copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

ARTICLE 36.

La présente convention produira effet, pour les pays contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications, un mois après la date du procès-verbal. Pour les pays qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront ainsi que pour les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat non mentionnés dans les instruments de ratification, la convention produira effet un mois après la date de réception des notifications prévues aux articles 33, alinéa (d); 34, alinéa (b); 35, alinéa (b).

ARTICLE 37.

Les pays contractants ne peuvent pas dénoncer la présente convention avant un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur.

La dénonciation pourra alors être effectuée à toute époque par une notification adressée au Gouvernement de la République française. Elle produira ses effets un an après la date de réception de cette notification. Copie certifiée conforme de la notification, avec indication de la date à laquelle elle a été reçue, sera immédiatement transmise par le Gouvernement de la République française aux Gouvernements des pays signataires et adhérents.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous suzeraineté ou sous mandat.

ARTICLE 38.

Si, par suite de dénonciations, le nombre des pays contractants était réduit à moins de sept, le Gouvernement de la République française convoquerait aussitôt une conférence internationale pour convenir de toutes mesures à prendre.

ARTICLE 39.

Le Gouvernement de la République française communiquera également au Bureau international copie de toutes ratifications, adhésions et dénonciations.

ARTICLE 40.

La présente convention pourra être signée à Paris jusqu'au 30 avril 1929.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après désignés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le vingt-deux Novembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique à tous gouvernements des pays représentés à la Conférence de Paris.

Pour l'Albanie :

DR. STAVRO STAVRI.

Pour l'Allemagne :

DR. PETER MATHIES.

EMIL WIEHL.

DR. HANNS HEIMAN.

Pour l'Australie :

F. C. FARAKER.

Pour l'Autriche :

GRUNBERGER.

Pour la Belgique :

E. DE GAIFFIER.

Pour le Brésil :

F. GUIMARAES.

Pour le Canada :

PHILIPPE ROY.

Pour la Colombie :

JOSE DE LA VEGA.

Pour Cuba :

HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

H. A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine :

DR. T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne :

CARLOS DE GOYENECHÉ.

Pour la France :

F. CHAPSAL.

CHARMEIL.

R. COULONDRE.

J. LESOUFACHE.

G. ROGER SANDOZ.

BARON THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

E. CROWE.

J. R. CAHILL.

H. W. G. COLE.

Pour la Grèce :

N. POLITIS.

Pour le Guatémala :

JOSÉ MATOS.

Pour Haïti :

NEMOURS.

Pour la Hongrie :

FREDÉRIC VILLANI.

Pour l'Italie :

GIOVANNI BELLI.

Pour le Japon :

H. KAWAI.

Pour le Maroc :

J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas :

E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou :

M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne :

OTHON WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie :

CONST. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et
Slovènes :

MILIVOJ PILYA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par Sa Majesté
le Roi avec approbation du Riksdag.

ALBERT EHRENSVARD.

JOSEPH SACHS.

S. BERJIUS.

Pour la Suisse :

DUNANT.

DR. M. G. LIENERT.

GUSTAV BRANDT.

Pour la Tunisie :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques
socialistes :

M. TOUMANOFF.

G. LACHKEVITCH.

M. RAFALOFF.

PROCOLE DE SIGNATURE.⁽²⁾

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis à la date de ce jour, à l'effet de procéder à la signature de la convention concernant les expositions internationales.

La délégation belge fait constater que la présente convention ne s'applique pas aux Expositions pour lesquelles une invitation officielle a déjà été adressée, par la voie diplomatique, aux pays étrangers et notamment à l'Exposition internationale organisée à Bruxelles en 1935.

Les délégations des Gouvernements du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'État libre de l'Irlande déclarent qu'elles considèrent que la convention pour le règlement des Expositions internationales ne concerne pas les Expositions qui pourraient être tenues par un membre de la Communauté britannique des Nations et dont la participation serait limitée aux autres membres de la Communauté britannique des Nations.

Au moment de procéder à la signature de la convention concernant les Expositions internationales, la délégation italienne tient à préciser que sa signature est apposée *ad referendum* et sous réserve de communications éventuelles de son Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'inclusion dans les dispositions de la convention des Expositions scientifiques ayant une durée dépassant trois semaines et organisées à l'occasion de Congrès internationaux.

Au moment de procéder à la signature du protocole annexé à la convention concernant les Expositions internationales, la délégation italienne déclare qu'il ne lui est pas possible de se rallier au quatrième vœu exprimé dans ce protocole, l'Italie n'ayant pas adhéré à la Convention de Madrid du 14 avril 1891, révisée à Washington le 2 juin 1911, sur la répression des fausses indications d'origine.

La délégation japonaise émet le vœu que l'invitation diplomatique adressée par le pays organisateur d'une Exposition spéciale soit envoyée au moins un an et demi à l'avance au Japon, pour tenir compte de la situation géographique de ce pays.

La délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes déclare que pour l'application de la règle de l'article 4 de la convention, selon laquelle un délai d'au moins cinq ans doit séparer deux Expositions spéciales de même nature organisées dans un même pays, le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes se réserve de tenir compte séparément de chacune des six Républiques Membres de l'Union, à savoir celles

(2) For translation see p. 40.

de Russie, de l'Ukraine, de la Fédération Transcaucasienne, de Russie Blanche, de Turkmenistan et d'Usbekistan.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour l'Albanie :

DR. STAVRO STAVRI.

Pour l'Allemagne :

DR. PETER MATHIES.

EMIL WIEHL.

DR. HANNS HEIMAN.

Pour l'Australie :

F. C. FARAKER.

Pour la Belgique :

E. DE GAIFFIER.

Pour le Brésil :

F. GUIMARAES.

Pour le Canada :

PHILIPPE ROY.

Pour la Colombie :

JOSE DE LA VEGA.

Pour Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

H. A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine :

DR. T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne :

CARLOS DE GOYENECHÉ.

Pour la France :

F. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. ROGER SANDOZ.
BARON THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce :

N. POLITIS.

Pour le Guatémala :

JOSE MATOS.

Pour Haïti :

NEMOURS.

Pour la Hongrie :

FREDERIC VILLANI.

Pour l'Italie :

GIOVANNI BELLI.

Pour le Japon :

H. KAWAI.

Pour le Maroc :

J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas :

E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou :

M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne :

La délégation de la Pologne, en signant la présente convention, tient à communiquer que le Gouvernement polonais a l'intention d'organiser une Exposition générale internationale à Varsovie en 1943 et qu'elle considère que cette déclaration n'est pas contraire aux engagements qu'elle prend en signant la convention.

OTHON WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie :

CONST. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

MILIVOJ PILYA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par Sa Majesté le Roi avec approbation du Riksdag.

ALBERT EHRENSVARD.

JOSEPH SACHS.

S. BERJIUS.

Pour la Suisse :

DUNANT.

DR. M. G. LIENERT.

GUSTAV BRANDT.

Pour la Tunisie :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques socialistes :

N. TOUMANOFF.

G. LACHKEVITCH.

M. RAFALOFF.

PROCÈS-VERBAL DE DÉPÔT DES RATIFICATIONS.

Conformément aux dispositions finales de la Convention concernant les Expositions internationales signée à Paris le 22 Novembre 1928, les soussignés se sont réunis au Ministère des Affaires Étrangères à Paris pour procéder au dépôt des Ratifications sur lesdits Accords et les remettre au Gouvernement de la République.

Les instruments de Ratifications de :

l'Albanie,
l'Allemagne,
l'Espagne,
la France,
la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord,
la Roumanie,
la Suède,
la Suisse,
la Tunisie,

ont été produits et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au Gouvernement de la République Française pour rester déposés dans ses archives.

Le Gouvernement français donnera avis aux Puissances contractantes des dépôts des instruments de ratifications ultérieurement effectués par les autres États signataires.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris le 17 Décembre 1930.

(L.S.) ILIAS VRIONI.
VON HOESCH.
QUINONES DE LEÓN.
A. BRIAND.
TYRRELL OF AVON.
CESIANO.
ALBERT EHRENSWARD.
DUNANT.
H. GEOFFROY ST.-HILAIRE.

Convention relating to International Exhibitions.

Paris, November 22, 1928.

(Translation.)

THE undersigned, plenipotentiaries of the Governments hereinafter enumerated, having met in conference at Paris from November 12 to 22, 1928, have, by common consent and subject to ratification, agreed as follows:—

Section I.—Definitions.

ARTICLE 1.

The provisions of the present convention apply only to international exhibitions which are official or officially recognised.

The expression "official or officially recognised international exhibitions" shall be deemed to include every display, whatever its designation, to which foreign countries are invited through the diplomatic channel, which is not generally held periodically, of which the principal object is to demonstrate the progress of different countries in one or several branches of production, and in which, as regards admission, no distinction in principle is made between buyers and visitors.

The provisions of the said convention do not apply to the following:—

1. Exhibitions having a duration of less than three weeks;
2. Scientific exhibitions organised on the occasion of international congresses, provided that their duration does not exceed the period mentioned in 1;
3. Exhibitions of the fine arts;
4. Exhibitions organised by one country in another country on the invitation of the latter.

The contracting countries agree to withhold State patronage, subsidies, and the privileges provided for in Sections III, IV and V below, from international exhibitions to which the present convention applies, and which do not comply with the conditions therein provided.

ARTICLE 2.

Any exhibition which includes the products of more than one branch of human activity, or which is organised with a view to demonstrating the progress achieved in the whole of a given sphere of activity (such as hygiene, applied arts, modern comfort, colonial development, &c.), shall be deemed to be a general exhibition.

Any exhibition which is concerned with only one applied science (electricity, optics, chemistry, &c.), one industry (textiles, founding, graphic arts, &c.), one raw material (leathers and skins, silk, nickel, &c.), or one elementary necessity (heating, food, transport, &c.), shall be deemed to be a special exhibition.

The International Bureau, provided for in article 10, shall draw up a classification of exhibitions to serve as a guide as to the trades and products which may, in accordance with the preceding paragraph, figure in a special exhibition. This classification may be revised annually.

ARTICLE 3.

The duration of any international exhibition should not exceed six months; provided always that the International Bureau may authorise, in the case of a general exhibition, a longer period which shall not in any circumstances exceed twelve months.

Section II.—*Frequency of Exhibitions.*

ARTICLE 4.

The frequency of international exhibitions to which the present convention applies shall be governed by the following principles :—

All general exhibitions fall into one of the two following categories :—

First category: Those in which the countries invited to participate are obliged to construct national pavilions.

Second category: Those in which such countries are not so obliged.

In the same country not more than one general exhibition of the first category may be held during any period of fifteen years, and an interval of ten years must elapse between two general exhibitions of either category.

No contracting country may participate in any general exhibition of the first category, unless an interval of at least six years has elapsed since the last general exhibition of the first category. No contracting country shall participate in any general exhibition of the second category unless an interval of two years has elapsed since the last general exhibition, or an interval of four years if the exhibition in question is of the same kind as the preceding one.

The intervals laid down in the preceding paragraph shall apply without any distinction being made between exhibitions organised by contracting countries and non-contracting countries.

More than one special exhibition of the same kind may not be held at the same time on the territories of the contracting countries. An interval of five years must elapse between two special exhibitions of the same kind in the same country. Provided always that the International Bureau may, in exceptional circumstances, reduce the last-mentioned period to not less than

three years when in the opinion of the Bureau such reduction is justified by the rapid development of any particular branch of production. The same reduction may be allowed in favour of exhibitions which, by an already established custom in certain countries, are held at intervals of less than five years.

At least three months' interval must elapse between two special exhibitions of a different kind held in the same country.

The intervals provided for in the present article shall be reckoned from the date of opening of the exhibition.

ARTICLE 5.

The contracting country on whose territory an exhibition to which the present convention applies is organised must, subject to article 8 below, address its invitations to foreign countries through the diplomatic channel:—

Three years in advance in the case of general exhibitions of the first category;

Two years in advance for general exhibitions of the second category;

One year in advance for special exhibitions.

No Government may itself organise or officially sponsor any participation in an international exhibition in respect of which an invitation as above provided has not been addressed to it.

ARTICLE 6.

If more countries than one should be in competition with each other for the right to hold an international exhibition in any period, such countries shall proceed to an exchange of views in order to determine which country shall obtain the right of so doing.

In the case of no agreement being arrived at, they shall refer the matter to the arbitration of the International Bureau, which shall take into account the considerations submitted on behalf of each country, and particularly any special reasons of an historic or sentimental character, the period which has elapsed since the last exhibition, and the number of displays already held by each of such countries.

ARTICLE 7.

If any exhibition of the character defined in article 1 should be held in a non-contracting country, the contracting countries, before accepting any invitation to such exhibition, shall refer the matter to the International Bureau for their opinion.

The contracting countries shall not participate in any such exhibition unless it offers the same guarantees as those required under the provisions of the present convention, or at any rate sufficient guarantees. In the case of an exhibition held by a contracting country synchronising with one organised by a non-

contracting country, the other contracting countries shall, in the absence of exceptional circumstances, give preference to the former.

ARTICLE 8.

Any country which proposes to hold an exhibition, to which the present convention applies, must, at least six months before the commencement of the intervals prescribed in article 5 for the issue of invitations, address to the International Bureau an application for the registration of the exhibition. Such application shall state the title of the exhibition and its duration, and shall be accompanied by the classification of exhibits, copies of the general regulations, the jury regulations, and all documents necessary to show the measures proposed to ensure the safety of persons and property, the protection of industrial property and copyright, and to satisfy the conditions prescribed below in Sections IV and V. The Bureau shall not register an exhibition unless such exhibition fulfils all the conditions required by the present convention.

No contracting country shall accept an invitation to participate in an exhibition to which the present convention applies unless the invitation states that registration has been accorded.

Always provided that, even if such an invitation is received, the contracting countries are entirely free to refrain from participation in an exhibition organised in conformity with the provisions of the present convention.

ARTICLE 9.

In the event of a country not proceeding with a projected exhibition for which registration has been obtained, the International Bureau shall decide the date when such country shall be allowed again to compete with other countries for the holding of another exhibition.

Section III.—*International Exhibitions Bureau.*

ARTICLE 10.

An International Exhibitions Bureau shall be set up which shall supervise the execution of this convention. This Bureau shall consist of an Administrative Council assisted by a Classification Committee and of a Director, whose appointment and duties shall be determined in the regulations provided for in the immediately following article.

The first meeting of the Administrative Council of the International Bureau shall be convened at Paris by the Government of the French Republic in the year following the coming into force of the convention. At this meeting the Council shall fix the seat of the International Bureau and elect the Director.

ARTICLE 11.

The Administrative Council shall be composed of members appointed by the contracting countries, each country having the right to appoint one to three members. The Council is authorised to admit in an advisory capacity two or three members of the International Chamber of Commerce elected for the purpose by that Chamber.

The Council shall give decisions on all questions which are referred to it under the provisions of the convention. The Council shall draw up and adopt regulations governing the organisation and management of the International Bureau, and shall draw up the budget of receipts and expenses, and check and approve accounts.

ARTICLE 12.

Every country, whatever the number of its delegates, shall have one vote on the Council. Any country may entrust its representation to the delegation of another country which, in such case, shall have a number of votes equal to the number of countries which it represents. A quorum of two-thirds of the countries represented on the Council shall be required to give validity to its resolutions.

A majority of the votes cast shall suffice for resolutions except in the following cases:—

1. Adoption of regulations;
2. Increase of the budget;
3. Rejection of a request presented by a contracting country, or granting an application when several countries are competing;
4. Authorisation of a general exhibition for a longer period than six months.

In these four cases a majority of two-thirds of the countries represented on the International Bureau is required.

ARTICLE 13.

The Classification Committee shall be composed of representatives nominated by the Governments of twelve contracting countries. One half of these twelve countries shall be chosen by the International Bureau; the other half shall be determined by a system of rotation which shall be laid down in the regulations of the Bureau. The committee may admit, in a consultative capacity, one or two members of the International Chamber of Commerce selected for the purpose by that Chamber.

This committee shall draw up for the approval of the Administrative Council a draft of the classification of exhibitions provided for in article 2, and of any modifications which may be made thereto. When questions arise as to the application of the intervals provided for in article 4, the committee shall give an

opinion as to whether an exhibition submitted for registration is special or general, and as to whether, notwithstanding its title and its classification, such exhibition is not of the same character as a preceding exhibition, or as a special exhibition which is being held at the same date.

ARTICLE 14.

The budget of the Bureau shall be fixed provisionally at £4,000 sterling. The expenses of the Bureau shall be defrayed by the contracting countries, whose contributions shall be determined as follows: the contributions of countries which are members of the League of Nations shall be in the same proportions as the contributions which those countries make to the League of Nations. Except in the case of the budget being increased above the figure mentioned above, the contribution of the most highly assessed countries shall not exceed £500 sterling. A country which is not a member of the League of Nations shall designate a country which is a member of the League of Nations, whose economic resources it considers equivalent to its own, and shall pay the same contribution as that country.

In addition, the Administrative Council may authorise the levying of other fees in payment for services rendered to groups or to individuals.

Section IV.—*Obligations of an Inviting Country and of Participating Countries.*

ARTICLE 15.

Any Government which issues invitations to an international exhibition shall nominate a Government commissioner or delegate, authorised to represent it and to guarantee the fulfilment of its obligations towards the foreign participants. Such commissioner or delegate shall see that all necessary measures are taken for the material safety of the goods exhibited.

ARTICLE 16.

The Governments of participating countries shall nominate commissioners or delegates to represent them and to be responsible for carrying out the regulations of the exhibition.

Such commissioners or delegates shall have the exclusive right of fixing the allocation or distribution of space between the exhibitors in their national pavilions and sections.

ARTICLE 17.

In a general exhibition no charge may be made by the administration for space, covered or uncovered, which is provided for in the programme of the exhibition and allotted to each participating country.

ARTICLE 18.

In every exhibition to which the present convention applies, goods subject to customs duties and taxes forming part of foreign exhibits shall be admitted temporarily free of duty and tax on condition of being re-exported. Such goods shall be accompanied by a certificate from the consignor, which shall certify their number and character, the marks and numbers of the packages, and the commercial descriptions of the articles, their weight, origin and value. The goods shall be released from bond on the premises of the exhibition without being submitted to customs examination at the frontier. The application of the preceding provisions shall be subject to the customs regulations of the country in which the exhibition is held.

When, under the legislation of the inviting country, security is required in order to obtain the temporary free admission referred to in the preceding paragraph, security given by the commissioner of each participating country on behalf of his exhibitors shall be accepted as a sufficient guarantee for the payment of customs duties and all other duties and taxes applicable to the goods exhibited which are not re-exported within the periods fixed after the close of the exhibition.

The provisions relating to temporary free admission shall not apply to stocks of goods which cannot be properly regarded as samples and are imported for the exclusive object of sale during the course of the exhibition.

Exhibits which have suffered total or partial destruction shall be exempt from duty provided:—

1. That the exhibitor produces evidence showing that the quantities missing or that the goods deteriorated have been utilised for the service of the exhibition, or cannot be sold owing to their perishable character;
2. That the customs tariff imposes no tax or import duty on deteriorated or unusable goods.

This exemption shall not apply to goods which have been consumed in the manner for which they are normally destined.

The evidence referred to in paragraph 4 shall be presented by the commissioner or delegate of the country to which the exhibitor belongs; for the decision of the authorities of the country in which the exhibition is held.

In the application of the foregoing provisions, the following shall be regarded as goods intended for the exhibition:—

1. Materials for construction, even if imported in a raw state to be worked up after arrival in the country where the exhibition takes place;
2. Tools and transport material for the work of the exhibition;
3. Articles for the interior and exterior decoration of exhibitors' sites, stands and showcases;

4. Articles for the decoration and furnishing of offices used by the commissioners or delegates of the participating countries, as well as office furniture intended for their use;
5. Goods or objects employed in the installation and working of machinery or apparatus exhibited;
6. Samples required by the juries for appraising and judging the exhibits, subject to the production of a certificate by the commissioner of the section indicating the nature and quality of the goods so consumed.

In addition, the following shall be exempted from duties :—

1. Official catalogues, pamphlets and posters, illustrated or otherwise, published by the countries participating in the exhibition;
2. Catalogues, pamphlets, posters and all other publications, illustrated or otherwise, distributed free of charge by the exhibitors of foreign products within the area and during the period of the exhibition.

The provisions of the present article do not apply to goods which, under the legislation of the country in which the exhibition is held, are the subject of a State monopoly, or the sale of which is prohibited or controlled by licence, save under conditions prescribed by the Government of that country. Nevertheless, the exhibition of such products shall be permitted subject to measures of control taken with a view to preventing their sale.

ARTICLE 19.

The regulations of every international exhibition shall include a provision giving to an exhibitor the right to withdraw his undertaking to participate in the event of the duties applicable to the goods of such exhibitor being increased subsequently to the date of his undertaking to participate.

ARTICLE 20.

At the close of an exhibition exhibitors shall be permitted, unless the legislation of the country where the exhibition takes place forbids it, to sell and deliver the samples exhibited. In this case he shall not be subjected to any taxes other than those he would have had to pay in the case of direct importation.

ARTICLE 21.

In an international exhibition no group or firm shall make use of any geographical description denoting a participating country, except with the authorisation of the commissioner or delegate of that country.

In the case of contracting countries which are not participating in the exhibition, the use of such descriptions shall be prohibited by the administration of the exhibition at the request of the Governments interested.

ARTICLE 22.

Only those sections in an exhibition which are under the direction of a commissioner or of a delegate appointed as provided in articles 15 and 16 by the Government of the organising or of a participating country shall be considered or may be described as national sections.

ARTICLE 23.

The national section of a country may contain only goods belonging to that country.

Nevertheless, subject to the authorisation of the commissioner or delegate of the country concerned, articles belonging to another country may be included on condition that they are employed solely to complete an exhibit, that they shall have no influence on the granting of an award to the exhibit itself, and that they cannot, as so shown, themselves receive any award.

Products extracted from the ground, grown or manufactured in the territory of any country shall be deemed to belong to the industry and agriculture of such country.

ARTICLE 24.

Subject to provisions to the contrary in the legislation of the country in which it is held, in principle no monopolies of any kind should be granted in an exhibition. Nevertheless, the administration of the exhibition may, if it thinks necessary, grant the following monopolies: lighting, heating, customs clearance, upkeep, and publicity inside the exhibition. In this case the following conditions must be observed:—

1. The existence of such monopoly or monopolies must be shown in the regulations of the exhibition, and in the application form to be signed by exhibitors;
2. The services subject to monopoly must be made available to exhibitors under the conditions normally obtaining in the country;
3. No limitation must be imposed on the powers of the commissioners in their respective sections.

The commissioner of the organising country shall take steps to ensure that the rates for labour charged to the participating countries shall not be higher than those charged to the administration of the organising country.

ARTICLE 25.

Each country where an international exhibition takes place shall tender its good offices with a view to obtaining from its railway, shipping and aviation authorities, public or private, transport facilities for goods intended for such exhibition.

ARTICLE 26.

Each country shall take whatever measures appear to be appropriate under its own laws to proceed against the promoters of fictitious exhibitions, or of exhibitions to which exhibitors are fraudulently attracted by misleading promises, announcements or advertisements.

Section V.—*Awards.*

ARTICLE 27.

The general regulations of the exhibition must indicate whether, independently of the certificates of participation which must always be accorded, awards will or will not be granted to exhibitors. In cases where awards are granted they may be limited to certain classes.

Before the opening of the exhibition exhibitors, either in the general sections or in their national pavilions, who do not wish to receive awards, should make a declaration to that effect to the administration of the exhibition through the intermediary of their commissioners or delegates.

Members of the jury are necessarily debarred from receiving awards.

ARTICLE 28.

Participation in an exhibition is either free or conditional.

Participation is free when all goods may be admitted to the exhibition provided that the exhibitor has made his application in due time and has fulfilled the general conditions governing such application.

Participation is conditional when the general regulations stipulate that the articles admitted to the exhibition must satisfy certain special stipulations, such as sound manufacture or originality.

In this event the regulations of the exhibition shall contain a clause, to which the invited countries can refer, indicating the procedure to be adopted by the organising country for the admission of exhibits to its national section; each country retaining, however, the right of adapting such procedure in the manner that it deems most appropriate in its own case.

ARTICLE 29.

The appraising and judging of the exhibits shall be entrusted to an international jury, set up in accordance with the following rules:—

1. Each country shall be represented on the jury in proportion to the part it takes in the exhibition, having regard particularly to the number of its exhibitors, not including collaborators and co-operators, and to the area which they occupy.

Each country shall have the right to at least one juror in every class in which its goods are exhibited, except in cases where the administration of the exhibition and the commissioner or delegate of the country concerned are agreed that such representation is not justified by the extent of its participation in that class.

No country may have more than seven jurors in any one class; this limitation shall not, however, apply to the classes of food products, liquid and solid.

2. The functions of juror shall be assigned to persons having the necessary technical knowledge.
3. Jurors may not be appointed except with the approval of their Government.
4. The jury shall comprise three grades of jurisdiction.

ARTICLE 30.

The awards shall be divided into five grades:—

1. Grands prix.
2. Diplomas of honour.
3. Gold medals.
4. Silver medals.
5. Bronze medals.

In addition, diplomas may be awarded, on the recommendation of exhibitors gaining awards or of members of the jury, to their collaborators and co-operators.

Persons appointed as members of the jury may describe themselves as such in all cases where exhibitors are authorised to mention their awards.

The description "hors concours" is henceforth prohibited both for members of the jury and for exhibitors who have abstained from competing for awards.

ARTICLE 31.

The list of awards shall be registered at the International Bureau. The recipients of awards may only announce their awards on condition that such announcement includes the exact title of the exhibition. They shall be authorised to add to such announcement the monogram of the International Bureau. The

International Exhibitions Bureau shall inform the International Industrial Property Bureau at Berne of the exhibitions registered, and shall send that Bureau the lists of awards.

ARTICLE 32.

The International Bureau shall establish model regulations setting forth the general conditions for the composition and functioning of juries and determining the method of granting awards. The adoption of such regulations shall be recommended to organising countries.

Section VI.—*Final Provisions.*

ARTICLE 33.

The present convention shall be subject to ratification:—

- (a.) Each Government, as soon as it is ready to take part in a deposit of ratifications, shall so notify the French Government. As soon as seven Governments shall have so declared themselves ready, the deposit of ratifications shall take place, on a day appointed by the French Government, within a month of the date of the receipt by that Government of the last notification.⁽¹⁾
- (b.) The ratifications shall be deposited in the archives of the French Government.
- (c.) The deposit of ratifications shall be verified by a *procès-verbal* signed by the representatives of the Governments taking part therein and by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic.
- (d.) The Governments of signatory countries which have not been ready to deposit their ratifications under the conditions set forth in paragraph (a) of the present article, may do so subsequently by means of a written notification addressed to the Government of the French Republic and accompanied by the instruments of ratification.
- (e.) Certified copies of the *procès-verbal* of the first deposit of ratifications, and of the notifications referred to in the preceding paragraph, shall be immediately transmitted, through the intermediary of the French Government, by the diplomatic channel to the Governments which have signed the present convention or have acceded thereto. In the case of notifications received under the preceding paragraph, the French Government shall also state the dates on which they have been received.

ARTICLE 34.

(a.) The present convention applies *ipso facto* to the metropolitan territories only of the contracting countries.

⁽¹⁾ See *procès-verbal* of deposit of ratifications on p. 44.

(b.) If a country desires the convention to apply to its colonies, protectorates, overseas territories, and territories under suzerainty or mandate, a statement to that effect shall be included in its ratification, or form the subject of a notification addressed in writing to the French Government. Any such notification shall be deposited in the archives of that Government.

If the latter procedure is adopted, the French Government shall transmit to the Governments of signatory or acceding countries a certified copy of such notification, showing the date at which it was received.

(c.) Exhibitions which include only the products of a metropolitan country and of its colonies, protectorates, overseas territories and territories under suzerainty or mandate shall be considered as national exhibitions, and, in consequence, not subject to the present convention, whether or not the convention may be in force in such territories.

ARTICLE 35.

(a.) At any time after the coming into force of the present convention any non-signatory country may accede thereto.

(b.) Such accession may be effected by a notification in writing transmitted through the diplomatic channel to the French Government. Such notifications of accession shall be deposited in the archives of that Government.

(c.) The French Government shall transmit immediately to the Governments of all signatory and acceding countries certified copies of any such notifications, showing the dates on which they were received.

ARTICLE 36.

The present convention shall come into force, in respect of the countries which have taken part in the first deposit of ratifications, one month after the date of the *procès-verbal* thereof.⁽²⁾ In the case of countries which ratify subsequently or accede thereto, and in respect of colonies, protectorates, overseas territories and territories under suzerainty or mandate not included in ratifications, the convention shall take effect one month after the date of receipt of the notifications provided for in articles 33, paragraph (d); 34, paragraph (b); 35, paragraph (b).

ARTICLE 37.

The present convention shall not be capable of being denounced until a period of five years has elapsed since the date of its coming into force.

Thereafter notifications of denunciation may be addressed to the Government of the French Republic and shall take effect one year after the date of their receipt. Certified copies of such notifications, showing the date on which they were received, shall be immediately transmitted by the Government of the French

(²) See p. 44.

Republic to the Governments of all countries which have signed or acceded to the present convention.

The provisions of the present article apply also to colonies, protectorates, overseas territories and territories under suzerainty or mandate.

ARTICLE 38.

If, by reason of denunciations, the number of contracting countries is reduced to less than seven, the Government of the French Republic shall immediately summon an international conference to consider what measures shall be taken.

ARTICLE 39.

The Government of the French Republic shall communicate to the International Bureau copies of all ratifications, accessions and denunciations.

ARTICLE 40.

The present convention shall remain open for signature at Paris until the 30th April, 1929.

In faith whereof the undermentioned plenipotentiaries have signed the present convention.

Done at Paris on the 22nd November, 1928, in one copy which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which certified copies shall be transmitted through the diplomatic channel to the Governments of all countries represented at the Conference of Paris.

For Albania :

DR. STAVRO STAVRI.

For Germany :

DR. PETER MATHIES.

EMIL WIEHL.

DR. HANNS HEIMAN.

For Australia :

F. C. FARAKER.

For Austria :

GRUNBERGER.

✓ For Belgium :

E. DE GAIFFIER.

For Brazil :

F. GUIMARAES.

For Canada :

PHILIPPE ROY.

For Colombia :

JOSE DE LA VEGA.

For Cuba :

HERNANDEZ PORTELA.

✓ For Denmark :

H. A. BERNHOF'T.

For the Dominican Republic :

DR. T. FRANCO FRANCO.

For Spain :

CARLOS DE GOYENECHÉ.

✓ For France :

F. CHAPSAL.

CHARMEIL.

R. COULONDRE.

J. LESOUFACHE.

G. ROGER SANDOZ.

BARON THÉNARD.

For Great Britain and Northern Ireland :

E. CROWE.

J. R. CAHILL.

H. W. G. COLE.

For Greece :

N. POLITIS.

For Guatemala :

JOSE MATOS.

For Hayti :

NEMOURS.

For Hungary :

FREDERIC VILLANI.

✓ For Italy :

GIOVANNI BELLI.

For Japan :

H. KAWAI.

✓ For Morocco :

J. NACIVET.

For the Netherlands :

E. H. KRELAGE.

For Peru :

M. H. CORNEJO.

For Poland :

OTHON WECLAWOWICZ.

For Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

For Roumania :

CONST. DIAMANDY.

For Yugoslavia :

MILIVOJ PILYA.

✓ For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the
King, with the approval of the Riksdag.

ALBERT EHRENSVARD.

JOSEPH SACHS.

S. BERJIUS.

✓ For Switzerland :

DUNANT.

DR. M. G. LIENERT.

GUSTAV BRANDT.

For Tunis :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

For the Union of Soviet Socialist
Republics :

M. TOUMANOFF.

G. LACHKEVITCH.

M. RAFALOFF.

(Translation.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

THE undersigned plenipotentiaries are assembled on this day's date for the purpose of signing the convention relating to international exhibitions.

The Belgian delegation draws attention to the fact that the present convention does not apply to exhibitions for which invitations have already been issued, through the diplomatic channel, to foreign countries, and, in particular, to the International Exhibition to be organised at Brussels in 1935.

The delegations of the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand and the Irish Free State declare that they do not interpret the Convention for the Regulation of International Exhibitions as applying to exhibitions held by one member of the British Commonwealth of Nations and limited as regards participation to the other members of the British Commonwealth of Nations.

At the moment of signing the Convention for the Regulation of International Exhibitions, the Italian delegation declares that it signs *ad referendum* and subject to further instructions from its Government, in particular with reference to the inclusion under the provisions of the convention of Scientific Exhibitions of more than three weeks' duration and held in connection with International Congresses.

At the moment of signing the protocol annexed to the Convention for the Regulation of International Exhibitions, the Italian delegation declares that it cannot accept the fourth recommendation set out therein, for the reason that Italy is not a party to the convention signed at Madrid on the 11th April, 1891, and revised at Washington on the 2nd June, 1911, relating to the prevention of false marks of origin.

The Japanese delegation expresses the wish that any diplomatic invitation addressed by the country in which a special exhibition is organised may be sent to Japan at least one year and a half in advance, in view of the geographical situation of that country.

The delegation of the Union of Soviet Socialist Republics declares that, in the application of the provisions of article 4 of the convention, whereby an interval of at least five years must elapse between two special exhibitions of the same kind organised in the same country, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics reserves the right to regard as separate countries the six Republics members of the Union, to wit, Russia, the

Ukraine, the Trans-Caucasian Federation, White Russia, Turkmenistan and Uzbekistan.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed the present protocol.

Done at Paris, the 22nd November, 1928.

For Albania :

DR. STAVRO STAVRI.

For Germany :

DR. PETER MATHIES.

EMIL WIEHL.

DR. HANNS HEIMAN.

For Australia :

F. C. FARAKER.

For Belgium :

E. DE GAIFFIER.

For Brazil :

F. GUIMARAES.

For Canada :

PHILIPPE ROY.

For Colombia :

JOSE DE LA VEGA.

For Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

For Denmark :

H. A. BERNHOFT.

For the Dominican Republic :

DR. T. FRANCO FRANCO.

For Spain :

CARLOS DE GOYENECHÉ.

For France :

F. CHAPSAL.

CHARMEIL.

R. COULONDRE.

J. LESOUFACHE.

G. ROGER SANDOZ.

BARON THÉNARD.

For Great Britain and Northern Ireland :

E. CROWE.

J. R. CAHILL.

H. W. G. COLE.

For Greece :

N. POLITIS.

For Guatemala :

JOSE MATOS.

For Hayti :

NEMOURS.

For Hungary :

FREDERIC VILLANI

For Italy :

GIOVANNI BELLI.

For Japan :

H. KAWAI.

For Morocco :

J. NACIVET.

For the Netherlands :

E. H. KRELAGE.

For Peru :

M. H. CORNEJO.

For Poland :

The Polish delegation, in signing the present convention, intimates that the Polish Government intends to organise a general international exhibition at Warsaw in 1943, and that it considers that this declaration is not inconsistent with the engagements undertaken in signing the convention.

OTHON WECLAWOWICZ.

For Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

For Roumania :

CONST. DIAMANDY.

For Yugoslavia :

MILIVOJ PILYA.

For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King, with the approval of the Riksdag.

ALBERT EHRENSVARD.

JOSEPH SACHS.

S. BERJIUS.

For Switzerland :

DUNANT.

DR. M. G. LIÉNERT.

GUSTAV BRANDT.

For Tunis :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

For the Union of Soviet Socialist
Republics :

N. TOUMANOFF.

G. LACHKEVITCH.

M. RAFALOFF.

(Translation.)

PROCES-VERBAL OF DEPOSIT OF RATIFICATIONS.

In accordance with the Final Provisions of the Convention relating to International Exhibitions, signed at Paris on the 22nd November, 1928, the undersigned have met together at the Ministry for Foreign Affairs at Paris to effect the deposit of ratifications of the said Convention and to entrust them to the French Government.

The instruments of ratification of—

Albania,
Germany,
Spain,
France,
Great Britain and Northern Ireland,
Roumania,
Sweden,
Switzerland, and
Tunis,

being produced and having, after examination, been found in good and due form, are entrusted to the Government of the French Republic, to remain deposited in its archives.

The French Government will notify the contracting Powers of any later deposit of ratifications effected by other signatory States.

In faith of which the undersigned have prepared the present procès-verbal and have affixed their seals thereto.

Done at Paris, the 17th December, 1930.

(L.S.) ILIAS VRIONI.
 VON HOESCH.
 QUINONES DE LÉON.
 A. BRIAND.
 TYRRELL OF AVON.
 CESIANO.
 ALBERT EHRENSWARD.
 DUNANT.
 H. GEOFFROY ST.-HILAIRE.
